



**HAL**  
open science

## Collectif Focale, Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017

Karel Yon

► **To cite this version:**

Karel Yon. Collectif Focale, Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017. Nouvelle Revue du travail, 2023, 22, pp.207-294. 10.4000/nrt.14071 . halshs-03923254

**HAL Id: halshs-03923254**

**<https://shs.hal.science/halshs-03923254>**

Submitted on 4 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Collectif Focale, *Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017, 2022*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

Karel Yon, IDHES, CNRS, Université Paris-Nanterre

Publié en janvier 2022, ce livre tentant d'éclairer les logiques de vote des classes populaires lors de l'élection présidentielle de 2017, tombait à point nommé dans le contexte de la campagne de 2022. L'enquête qui sert de base empirique au propos, présentée dans le premier chapitre par le collectif Focale – dix chercheur·es en sociologie, science politique, histoire et une photographe –, a plus largement mobilisé 80 personnes à la sortie des bureaux de votes de Villeneuve-Saint-Georges, en région parisienne, et Méricourt dans le bassin minier du Pas-de-Calais. Ces deux villes populaires, l'une plus employée, l'autre plus ouvrière, ont été touchées différemment par la désindustrialisation et les migrations économiques, mais sont toutes deux des bastions historiques de la gauche, et même plus particulièrement du Parti communiste français (PCF).

L'originalité de l'ouvrage est double, qui propose une analyse à la fois localisée et matérialiste du comportement électoral. Ce faisant, il entend dialoguer à la fois avec les travaux de science politique consacrés à l'analyse localisée du politique, qui mettent l'accent sur les interactions sociales mais négligent souvent ce qui se passe au travail, et avec les travaux d'économistes qui ont récemment tenté de réintroduire la question des déterminations socio-économiques dans l'analyse électorale.

Le chapitre 2 propose ainsi une déclinaison territorialisée de l'hypothèse d'une tripartition électorale, fondée sur la recomposition d'un « bloc bourgeois » et la polarisation des classes populaires entre la gauche radicale et l'extrême droite<sup>1</sup>. L'idée de transferts électoraux « à courte distance » (du centre-gauche vers la gauche radicale, de la droite vers l'extrême droite) confirme l'hypothèse de polarisation/radicalisation et infirme celle du "vote disruptif" gauchois-lepéniste (basculement de la gauche vers l'extrême droite) que défendent d'autres travaux<sup>2</sup>.

De même, le chapitre 3 aborde la question des effets politiques de la précarité. Il critique les analyses qui, en partant du constat d'une dualisation du marché du travail entre stables et précaires (insiders/outsiders), proposent une explication unilinéaire des effets politiques de la précarité, celle-ci nourrissant, selon les travaux, une radicalisation politique vers la droite ou vers la gauche. Le défaut de ces analyses, de fait contradictoires, est qu'elles ne prennent pas en compte les « dévalorisations genrées et ethnoraciales ». Les traitements statistiques conduisent les auteur·es à proposer un tableau autrement plus complexe distinguant cinq profils d'expérience salariale qui éclairent autant de « filières de vote ». Ces cinq profils combinent : l'expérience migratoire familiale ; la stabilité contractuelle ; le genre ; et le positionnement dans la hiérarchie professionnelle. On voit aussi en quoi les classes populaires qui se sont regroupées en 2017 autour du vote Mélenchon sont socialement plus hétérogènes que celles regroupées autour du vote Le Pen. En ressort un paradoxe : le vote pour la gauche radicale agrège divers fragments de classe – plus féminisés, racisés, employés – dont le point commun est de se distinguer de la figure paradigmatique de l'ouvrier blanc du privé, lequel se concentre dans le vote Le Pen alors qu'il avait auparavant été au cœur de l'électorat communiste. Dépassant les analyses opposant *insiders* et *outsiders*, gens du privé et du public, précaires et stables, nationaux et étrangers ou hommes et femmes, ces résultats démontrent très clairement la nécessité d'articuler ces polarités dans un schéma qui dessine une analyse « intersectionnelle » du vote.

Le terme est d'ailleurs présent dans le livre, même si les auteur·es n'en font pas un étendard<sup>3</sup>. Et pour cause : comme le montre bien le chapitre 4, c'est beaucoup plus une analyse de classe, nuancée par la race et le genre, qui est menée, une analyse des « marchandisations différenciées »

<sup>1</sup> Bruno Amable, Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Paris, Raisons d'agir, 2017. Voir aussi, à propos de la présidentielle 2022, Jean-Yves Dormagen, Stéphane Fournier et Guillaume Tricard, « Trois blocs et deux perdants », *Le Monde diplomatique*, mai 2022.

<sup>2</sup> Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

<sup>3</sup> Une seule occurrence en conclusion du chapitre 4 (p. 165).

par racialisation et sexuaction des rapports sociaux. En d'autres termes, les assignations sociales de genre et de race sont considérées comme *modulant* le rapport de classe, en tant qu'elles organisent des segments différenciés d'expérience salariale. La position dans les rapports de production est première mais le sens qu'elle revêt doit, pour être pleinement explicitée, intégrer les assignations de genre et de race. Du reste, le genre est moins présent dans les analyses que la race, qui en tant que construction sociale est approchée par l'expérience migratoire familiale et conçue comme un élément déterminant dans la segmentation des marchés du travail.

Cette grille d'analyse des marchandisations/dévalorisations différenciées permet de développer une critique intéressante de la thèse selon laquelle le vote à l'extrême droite serait une expression politique de l'absence d'autonomie au travail<sup>4</sup>, en montrant que la consistance des collectifs de travail n'est pas prédictive du comportement électoral. Semblent davantage peser les conditions d'emploi modulées par l'expérience migratoire, elle-même déterminée par l'histoire des territoires. Ainsi, à Méricourt, chez les non-racisés, la précarité nourrit le vote Le Pen et la stabilité le vote Mélenchon, tandis qu'à Villeneuve la précarité nourrit le vote Mélenchon chez les racisés et les non-racisés, tandis que c'est chez les petits stables non-racisés que prédomine le vote Le Pen. Ces résultats complexifient la question du rapport entre la condition ou les socialisations professionnelles et le vote politique, même s'il faudrait s'assurer que l'idée de précarité est équivalente à celle d'absence d'autonomie. En effet, chez Coutrot, la question de l'autonomie renvoie à l'expérience du travail concret et aux formes d'organisation du travail, alors que dans l'ouvrage du collectif Focale il est surtout question de catégories socioprofessionnelles, de statuts et de conditions d'emploi, plutôt que de contenu du travail.

De fait, ce que l'ouvrage appelle « rapport salarial » désigne une position sur le marché du travail plutôt qu'un véritable *rapport social* conçu comme plus ou moins antagonique, structuré par des rapports de pouvoirs et susceptible d'être porteur d'effets de socialisation politique. Si, du côté des salarié·es, le travail concret est peu visible, de même, l'autre partie du rapport salarial, l'employeur, reste invisible. Or, entre la figure de l'État-patron qui se prête plus facilement à la politisation du rapport salarial, celle du petit patron artisanal qu'on côtoie au quotidien et qui peut être perçu comme un allié face aux « gros » (ce qu'on a vu dans le mouvement des gilets jaunes), ou encore l'agence d'intérim ou le patron anonyme transnational qui obscurcissent, chacun d'une façon différente, la figure de l'employeur, on peut faire l'hypothèse qu'il y a là des éléments pouvant orienter vers des comportements politiques différenciés. La question serait alors de savoir comment réussir à objectiver ces expériences du travail qui sont aussi des expériences variées de la subordination dans l'emploi. Ce serait une autre façon de revenir à la question de l'autonomie au travail chère à Coutrot, en s'attardant un peu plus sur les différentes nuances d'*hétéronomie* dans le travail.

*In fine*, comme l'explique le chapitre 5, le livre plaide en faveur d'une approche en termes de « territoires » du travail et pas seulement de « mondes » du travail, au sens où les mondes du travail devraient être eux-mêmes soumis à une analyse localisée. La conclusion insiste sur cette idée et suggère de manière stimulante de « repenser la nature de l'analyse écologique du vote » en concevant aussi le territoire « comme un ensemble de relations d'emploi ». On peut toutefois se demander s'il n'y a pas une contradiction dans ce plaidoyer quand les deux villes étudiées sont des territoires principalement résidentiels : comme indiqué, 84 % des actifs à Méricourt, 79 % à Villeneuve travaillent en effet hors de leur lieu de résidence. L'enquête localisée porte dès lors plus sur des espaces résidentiels que productifs, ce qui est d'ailleurs bien illustré par les très belles photographies qui ouvrent les chapitres : elles nous donnent à voir des lieux de vie plutôt que de travail, qui semblent par ailleurs désinvestis, vides de toute activité. La dimension productive des territoires est décrite dans son historicité mais pas au présent de l'enquête. Or, si cette histoire productive permet de comprendre la nature du tissu associatif et militant local, elle ne nous dit pas grand-chose de l'expérience du travail des enquêté·es, puisque la grande majorité travaille ailleurs. L'impact des configurations localisées sur le comportement électoral, mesurée dans le chapitre 5, renvoie dès lors plus classiquement aux effets politiques des transmissions familiales et des

---

4 Thomas Coutrot, *Libérer le travail. Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer ?*, Paris, Seuil, 2018.

sociabilités associatives et militantes – les « formes d’encadrement local et familial » – et non aux relations d’emploi. Il semble ainsi manquer une pièce dans l’analyse qui est celle du désencastrement des lieux de vie et de travail, dont on sait, par de nombreux travaux d’histoire sociale et de sociologie politique, qu’elle est un des fondements de la crise de l’encadrement et de la mobilisation politiques des classes populaires.

En dehors de ce dernier chapitre qui le pose explicitement comme un acte collectif, le vote semble devoir être analysé comme un acte individuel. Ce qui pose finalement la question du lien entre l’expérience du travail et le vote ou, pour le dire autrement, de l’ontologie politique qui sous-tend cette analyse matérialiste du comportement électoral. La revendication d’une analyse des rapports entre mutations du travail et « subjectivation politique » peut en effet s’entendre de deux manières. Est-ce que l’expérience du travail oriente le vote des individus sans autre médiation que les conditions socio-économiques « objectives » dont ils et elles font l’expérience ? Ou bien cette subjectivation politique relève-t-elle aussi d’un acte collectif impliquant tout un travail de médiation et de mobilisation politique pour faire sens d’une position socio-économique particulière ? En d’autres termes, une analyse matérialiste du comportement électoral doit-elle se limiter à analyser la façon dont la position dans les rapports de production oriente le vote, ou doit-elle également prendre en compte la relation entre cette position dans les rapports de production et l’existence d’un travail de mobilisation politique (au sens large, y compris syndical) pour faire de la position dans les rapports de production un enjeu politique, et notamment électoral ? Il s’agirait alors d’étudier comment l’expérience du travail participe, selon les coordonnées propres à chaque territoire, de la construction d’univers de référence, d’imaginaires politiques et sociaux dans lesquels le vote prend son sens et sa légitimité, et qui sont mis en forme, confortés et mobilisés par des entrepreneurs politiques.

Les constats faits dans l’ouvrage, à savoir : 1) différentes orientations électorales correspondent à différentes expériences salariales (modulées par le genre et l’expérience migratoire) ; et 2) ces mêmes expériences salariales peuvent, selon le territoire, correspondre à différentes orientations électorales ; plaident en faveur de la deuxième option. L’ouvrage reste cependant ambigu sur le sujet, sans doute pour deux raisons. D’une part, bien que la conclusion souligne la nécessité de compléter l’enquête par questionnaire par des recherches qualitatives, les recherches en sociologie politique ayant posé d’importants jalons dans l’analyse localisée du politique sont finalement peu mobilisées<sup>5</sup>, pas plus que ne le sont certains travaux d’anthropologie qui posent pourtant des questions proches<sup>6</sup>. D’autre part, la résurgence par endroits d’un vocabulaire causaliste rappelle la difficulté à marier l’approche « par cas », inspirée du raisonnement qualitatif, avec une approche quantitative par questionnaire.

Même si le livre ne répond pas explicitement à l’interrogation sur le paradigme explicatif du comportement politique, sur la nature du lien entre l’expérience du travail et le vote, sa grande valeur réside dans le fait de souligner l’importance d’une lecture socioéconomique des affrontements politiques, ce que les analyses du vote comme réponse individuelle à une offre politique ou comme pratique collective ritualisée tendent à négliger. On retiendra en particulier l’hypothèse stimulante du vote comme traduction politique d’expériences différentes du travail et du salariat, qui est développée dans le chapitre 3 et reprise en conclusion. Dans cette perspective, le vote Macron fait sens aux yeux des « gagnants » de la concurrence, des actifs et salariés en ascension sociale ayant triomphé des épreuves marchandes du travail, et qui tendent à valider son programme de marchandisation accrue des rapports de travail. À l’inverse, les votes populaires en faveur de Le Pen et Mélenchon peuvent être interprétés comme des votes de résistance à la valorisation marchande, chacun défendant une valeur sociale alternative : la blanchité du côté des ouvriers qui ne possèdent rien d’autre « que [leur] appartenance au groupe majoritaire pour

---

<sup>5</sup> À l’exception de Violaine Girard, *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2017.

<sup>6</sup> Massimiliano Mollona s’intéresse par exemple à la production des subjectivités ouvrières en contexte de désindustrialisation : *Made in Sheffield: An Ethnography of Industrial Work and Politics*, Londres, Berghahn Books, 2009.

échapper à la violence du marché » (p. 209), tandis que « celles et ceux qui, ayant prolongé leurs études, portent quelque chose de plus que “leur peau” sur le marché du travail : un diplôme ou une compétence dont ils et elles sont en droit d’exiger la valorisation » (*ibid.*).

De cette première interrogation sur le sens de la subjectivation politique en découle une seconde : le travail politique pour faire de la position dans les rapports de production un enjeu politique peut-il se mesurer uniquement dans les espaces légitimement constitués comme politiques, ou doit-il également être observé ailleurs, à commencer par les espaces productifs ? Car si le chapitre 5 aborde le vote comme un « acte collectif », il le fait dans le cadre du territoire « civique » des communes et pas dans les espaces de travail. Le lien au travail n’est présent qu’indirectement, *via* d’éventuelles appartenances syndicales dont la portée politique s’avère inégale : c’est à Villeneuve que l’appartenance syndicale est prédictive d’un vote Mélenchon et éloigne du vote Macron, tandis qu’à Méricourt c’est l’appartenance associative plutôt que syndicale qui est corrélée positivement au vote Mélenchon et négativement au vote Le Pen.

Analyser la façon dont les « territoires du travail » influencent le comportement électoral supposerait alors de réfléchir à des dispositifs d’enquête nouveaux, en commençant par identifier les espaces d’observation susceptibles d’opérationnaliser cette idée. Serait-il possible d’envisager une enquête par questionnaire à l’échelle d’un bassin d’emploi, d’une zone d’activité, d’un centre commercial, afin de quadriller une zone relativement unifiée en termes d’emploi ? On pourrait ensuite aller interroger les citoyen·nes, votant·es ou non, non pas le dimanche à la sortie du bureau de vote, mais le lundi suivant sur leur lieu de travail.